

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

OMC • (Page 08)

La voie est libre pour Ngozi Okonjo-Iweala

La Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala devrait devenir la première femme africaine à diriger l'OMC, après le ...

Europe

Les ventes de voitures électriques ont doublé

Les véhicules propres ont connu un boom historique sur notre continent l'an dernier. • (Page 08)

Nigeria / Affaire TINAPA Business Resort • (Page 03)

La BIDC recouvre 3,5 milliards FCFA



Commande publique • (Page 04)

La SAFER outille ses agents sur les procédures d'attribution

Gestion d'entreprise

Yentim Solux lance « GESU Dépôt de Boissons »

Le Cabinet d'ingénierie et de conseil informatique, Yentim Solux, a présenté jeudi 04 février 2021 à ... • (Page 02)

Infrastructures routières

Bientôt l'axe Sokodé-Bassar une réhabilité

Le lancement des travaux de réhabilitation de la route Sokodé-Bassar est intervenu, samedi 06 février 2021 ... • (Page 04)

Stratégie genre 2021 2025

La BAD veut créer plus d'opportunités pour les femmes

Dans sa nouvelle stratégie du genre pour la période 2021-2025, publiée le 3 février 2021, la Banque ... • (Page 06)

Planning familial au Togo

Don de l'USAID d'une valeur de 44.500 dollars

Début février 2021 à Lomé. L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) ... • (Page 11)



REJOIGNEZ L'AVENIR **MOOV TOGO DEVIENT MOOV AFRICA** Moov Africa

Gestion d'entreprise

Le Cabinet Yentim Solux lance « GESU Dépôt de Boissons »

Le Cabinet d'ingénierie et de conseil informatique, Yentim Solux, a présenté jeudi 04 février 2021 à Lomé, son logiciel dénommé « GESU Dépôt de Boissons ». Spécialement conçu pour les entreprises de distribution en gros de produits de brasserie, le logiciel offre la facilité de gestion des dépôts de boissons, en intégrant à son fonctionnement, tous les outils de gestion sans exception aucune.



Dorénavant et avec le logiciel « GESU Dépôt de Boissons », les distributeurs grossistes n'auront plus de soucis à se faire pour un meilleur contrôle de leur dépôt. Facile et pratique, « GESU Dépôt de Boissons » qui se veut innovant de par sa conception, intègre à son fonctionnement tous les outils de contrôle indispensables pour une meilleure gestion de dépôt. Que ce soit la gestion des clients, des emballages, des stocks, le logiciel prend tout en compte et offre une plus grande célérité dans le traitement des fichiers comptables. Fiable, « GESU Dépôt de Boissons », une fois installé, offre la possibilité de gérer au niveau des dépôts de boissons, plusieurs problèmes en quelques clics. En termes d'avantage et de profits, il permet au dépôt détenteur, de mieux gérer ses clients à travers un meilleur

suivi, de faciliter le système de recouvrement et de résoudre tous les problèmes de comptabilité pouvant surgir. Avec ce logiciel, fini pour les dépôts de boissons, les assistances de cabinet comptable, puisqu'il est intégré à son fonctionnement un système comptable « Syscohada ».

Connaître la gamme GESU

Défini comme Gestion d'Entreprise par des Systèmes Ultras Simplifiés, GESU se veut une gamme de logiciels mis sur le marché par le Cabinet Yentim Solux, lui-même spécialisé dans l'ingénierie logiciel. Quant à « GESU Dépôt de Boissons », il se veut un logiciel destiné aux grossistes de produits de brasserie ou des distributeurs agréés de brasserie. « Nous sommes engagé dans une logique d'accompagnement

des sociétés qui hésitent encore à s'informatiser. Notre objectif est de démystifier cela, et accompagner les entreprises dans cette étape en leur offrant le logiciel à des coûts très accessibles. Nous offrons le logiciel pour une redevance de 90.000 FCFA par mois, en prenant en compte le logiciel et le matériel », a souligné Steve Batema, Directeur général de Yentim Solux. Outre « GESU Dépôt de Boissons », le Cabinet Yentim Solux, est promoteur d'autres logiciels tels que GESU industrie pour les firmes industrielles, et Gima, spécialement conçu pour une gestion intégrée des Mairies. Pour les jours à venir, le Cabinet annonce, d'autres logiciels à l'instar de GESU Quincaillerie, GESU pharmacie et GESU Station.

AUX DECIDEURS ...

Eliminer les obstacles non tarifaires

Pour garantir un environnement propice aux investissements, toutes les dispositions seront prises pour permettre au secteur privé de tirer profit de la Zlecaf (zone de libre-échange continentale africaine).

Pour le ministre en charge du commerce au Togo, Kodjo Adédzé « le gouvernement mettra tout en œuvre pour préserver les acquis afin de garantir un environnement propice aux investissements », a-t-il indiqué devant les représentants du secteur privé, jeudi 04 février 2021.

Nul n'ignore que la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) est effective depuis le 1er janvier 2021. Ce projet vise à intégrer à terme l'ensemble des 55 Etats membres de l'Union africaine.

L'UA estime que la ZLECA permettra d'augmenter de près de 60% d'ici à 2022 le commerce intra-africain et de donner un coup de fouet à l'ensemble de ses économies.

Toutefois, ses détracteurs évoquent le manque de complémentarité des économies et craignent que des importations bon marché ne portent préjudice aux petits producteurs agricoles et industriels. La Zlec doit favoriser le commerce au sein du continent, attirer des investisseurs et permettre aux pays africains de s'émanciper de l'exploitation des matières premières.

Actuellement, seulement 16% du commerce des pays africains s'effectue avec d'autres pays du continent, et ce principalement au sein des groupes économiques régionaux tels que la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe), la Cedeao (Communauté économique d'Afrique de l'Ouest) ou l'EAC (Communauté d'Afrique de l'Est). Le commerce intra-européen s'élève à quelque 65%.

La réussite de la ZLECA dépend donc beaucoup de l'élimination d'obstacles dits non tarifaires, auxquels elle entend s'atteler, tels la corruption, la piètre qualité des infrastructures ou le temps d'attente aux frontières.

Le but de la ZLECA est dans un premier temps de supprimer les droits de douane pour 90% des marchandises. Laissés à la discrétion de chaque pays, 7% seront libéralisés sur une période plus longue, tandis que les trois restants ne le seront pas.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373 810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1 461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Nigeria / Affaire TINAPA Business Resort

La BIDC recouvre 3,5 milliards FCFA

La Cour de justice de la CEDEAO a ordonné, vendredi 05 février 2021 au gouvernement de l'État de Cross River situé au Nigéria, le remboursement immédiat de 6 455 846 \$ soit environ 3,5 milliards de FCFA, obtenus auprès de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) basé à Lomé au Togo, en 2005, pour financer le projet TINAPA Business Resort.

• Joël YANGLLO

Edward Asante, un des trois juges de la Cour de justice de la CEDEAO, ayant rendu une décision de justice, vendredi 05 février 2021, a ordonné au gouvernement de l'État de Cross River, un des États du Nigéria, « le remboursement immédiat de la somme de 6 455 846 \$ » à la BIDC. Le juge a également ordonné le paiement de « l'intérêt convenu de 6,5% par an sur la somme de 6 455 846 \$ à compter du 31 août 2018 jusqu'à la date du paiement final ». de même, M. Asante a intimé l'ordre au défendeur « de soumettre au tribunal dans les deux (2) mois à compter de la date du présent jugement, un rapport sur les mesures, y compris les paiements, pour mettre en œuvre les ordonnances énoncées dans les présentes ». Pour rappel, à en croire les faits rapportés par les médias nigériens, l'administration de l'ancien gouverneur de l'État de Cross River, Donald Duke, aurait emprunté 10 millions de dollars auprès de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) dont le siège est à Lomé. Ceci, à la suite d'un accord de prêt daté du 20 mai 2005. Dans sa poursuite en recouvrement de créances qu'elle a intentée contre le gouvernement de l'État de Cross River en 2019, la BIDC a soutenu que celui-ci « a systématiquement et constamment échoué, refusé et / ou négligé de remplir ses obligations dans l'accord de prêt ». Ainsi, au 31 août 2018, « le montant impayé au titre du total des arriérés contre le défendeur est un montant de 6 445 846,00 \$ (USD) ». La banque a déclaré que

le gouvernement de Cross River avait refusé de payer la dette malgré une série de lettres de mise en demeure, des réunions avec des représentants du gouvernement de l'État, y compris le gouverneur sortant, Ben Ayade, à Calabar, la capitale de l'État, et la restructuration du paiement du prêt en Juillet 2017. En réponse à ses accusations, le gouvernement de l'État de l'Etat de Cross River a déclaré qu'il avait payé une partie du principal et des intérêts jusqu'au 1er janvier 2010, mais avait commencé à faire défaut « en grande partie en raison d'une inadverance de l'administration précédente ». Selon le gouvernement, cette situation a conduit à une « réorganisation de l'installation conduisant à la restructuration de l'encours « en cours » pendant 10 ans supplémentaires avec effet du 1er juillet 2010 au 1er janvier 2020. Elle a également contesté l'endettement total de 6 445 846 dollars réclamé par le requérant pour deux motifs. Premièrement, il a fait valoir qu'un paiement effectué en 2014 à la suite de la restructuration de la facilité de prêt n'avait pas été comptabilisé. Ensuite, il a également déclaré que l'avis stipulé de l'intention d'appliquer l'une des pénalités en cas de défaut de remboursement, comme indiqué dans le contrat, n'a jamais été donné par le demandeur et que, par conséquent, l'intimé a été pris dans une embuscade avec l'application de toutes les sanctions.

De la décision de la Cour de justice de la CEDEAO

Rendant son jugement vendredi 05 février 2021, le



panel de trois juges a rejeté les motifs du gouvernement de l'Etat de Cross River de contester le calcul de sa dette totale envers la banque. M. Asante a estimé dans l'arrêt au principal que le défendeur « avait omis et / ou refusé d'honorer le paiement de sa dette envers le requérant tel qu'énoncé dans les conditions convenues entre les parties et contenues dans l'aide-mémoire du 27 juin au 3 juillet 2017. (Annexe « iv ») qui a continué à attirer à la fois l'intérêt normal et pénal. » M. Asante a également rejeté l'argument de Cross River State selon lequel la banque n'avait pas droit à la demande. « Il découle de l'analyse ci-dessus que le défendeur est tenu de payer le montant réclamé par le demandeur, soit la somme de 6 445 846,00 dollars (USD) », ajoutant : Le candidat est sans fondement, erroné et invalide. » les deux autres membres du panel de juges, Dupe Atoki et Januaría Costa.

De l'objet du prêt

Le but du prêt accordé par la BIDC était de financer en partie le TINAPA Busi-

ness Resort, Calabar, Cross River State, qui était un projet phare de l'administration Duke. Le projet, un complexe d'affaires et de loisirs situé à Calabar, a été conçu pour stimuler les affaires et le tourisme dans l'État, mais a à peine réussi. Il a été construit par Julius Berger en tant qu'entrepreneur principal de l'infrastructure, et la BIDC aurait réglé ses factures, à la demande ou aux ordres de l'Etat de Cross Ri-

ver sur la base du contrat de prêt. Le TINAPA Business and Leisure Resort est un projet de partenariat public-privé, un important centre commercial pour l'Afrique de l'Ouest. Arup a assuré la gestion de projet, la conception et la supervision du site pour les services de génie civil, structurel, mécanique et électrique. Les études de faisabilité et l'ingénierie de l'eau ont également consti-

tué une partie importante du projet. Les services d'eau pour le projet comprenaient la conception de réservoirs de stockage au sol, un château d'eau en béton armé, des stations de pompage, des systèmes de traitement des eaux usées et d'irrigation. Les deux premières phases du développement du complexe comprenaient un large éventail de biens commerciaux : des hôtels, un complexe commercial de 80 000 m², un cinéma, un casino, des attractions pour enfants et des parkings. Des centres de conférence et d'affaires et trois petits magasins font également partie du développement. Les grands espaces commerciaux sont refroidis à l'aide de centrales de traitement d'air à eau glacée. L'eau réfrigérée est générée dans un complexe dédié et distribuée tout au long du développement par le système de refroidissement.



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hab : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Commande publique

La SAFER outille ses agents sur les procédures d'attribution

Les acteurs en charge de la commande publique de la société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER) ont suivi une formation sur les procédures d'attribution et de commande des marchés publics du 1er au 5 février 2021.



• Bernard AFAWOUBO

Spécialisée dans le financement de l'entretien routier, la Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER) a organisé à l'attention des acteurs en charge de la commande publique une formation portée sur l'environnement juridique, l'évaluation et la définition du besoin, l'élaboration du cahier de charge et bien d'autres thématiques entrant dans le cadre de l'attribution du marché public. Dans la logique, elle a ouvert lundi, à l'intention de son personnel en charge de la commande publique, une formation touchant les spécificités de ce secteur qui se veut vital pour la société. Etalée sur cinq (5) jours, la formation a pris en compte les acteurs de la commande publique, les cinq (5) membres de la Commission de contrôle ainsi que tous les acteurs des agences techniques ou services techniques, pouvant

intervenir dans le processus de passation ou d'exécution des marchés publics au cours de l'année.

Les thématiques abordées

Que ce soit la commande ou l'attribution des marchés publics, les agents se doivent de maîtriser dans les moindres détails tous les rouages et les difficultés qui peuvent surgir. « Puisque nous attendons des agents plus d'efficacité, ils ont été donc outillés sur l'environnement juridique, l'évaluation et la définition du besoin, l'élaboration du cahier de charge, l'évaluation et l'attribution du marché et l'archivage. S'ils maîtrisent cette chaîne de bout en bout, à la fin nous avons un marché attribué à la bonne personne et cette entreprise en générale, va bien travailler et la SAFER à le retour de son investissement », a souligné Pékpéssi Abalo Mèhèza, Responsable des Marchés publics. Pour

ce faire, la formation s'est particulièrement axée sur la définition du besoin, puisque tout part de là. Quant au second thème, il a pris en compte, la planification du besoin, et cette planification dépend aussi du montant des activités. A ce niveau, les acteurs ont été outillés sur les démarches à adopter pour satisfaire le besoin ou acquérir le bien dont a besoin la société. Et ici, les procédures diffèrent en fonction des besoins, que ce soient les travaux, fournitures, prestations intellectuelles ou services. « Aussi, les montants peuvent également déterminer les procédures à adopter », a rappelé le Responsable des marchés publics. Rappelons que la SAFER en tant que société publique, à en charge le financement de l'entretien routier au Togo et assure la gestion des péages en se focalisant sur des technologies de dernières générations.

Infrastructures routière

Bientôt l'axe Sokodé-Bassar une réhabilité

Le lancement des travaux de réhabilitation de la route Sokodé-Bassar est intervenu, samedi 06 février 2021 à Sagbadai. Ceci, en présence du Premier ministre, Victoire Dogbé.

• Vivien ATAKABEM

Les travaux de réhabilitation de la route Sokodé-Bassar, longue de 75 km sur la Nationale 17 sont désormais une réalité. Les travaux, estimés à plus de 35 milliards FCFA, ont été attribués à la filiale togolaise du groupe tunisien Soroubat. Ils

comprennent entre autres, la réhabilitation du tronçon Sokodé-Bassar, l'aménagement et le bitumage du contournement de Malfakassa, l'aménagement et le bitumage de la bretelle reliant la RN1 à la RN17 dans la ville de Sokodé ou encore l'aménagement et le bitumage de la bretelle

de Binaparba. A travers ce nouveau chantier, le gouvernement entend viabiliser un second axe routier, autre que la Nationale N1 entre Sokodé et Mango, et améliorer de ce fait la compétitivité du port autonome de Lomé dans sa déserte des pays de l'hinterland.



Statistiques

Vers plus de données disponibles sur le volontariat

Ce 05 février 2021, a eu lieu dans la salle de réunion de l'Agence Nationale du Volontariat au Togo, la signature d'un accord de partenariat entre l'ANVT et l'INSEED (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques).

• Nicole ESSO

Au Togo, le volontariat va bientôt disposer de données viables pour renforcer sa contribution au développement. L'agence en charge de sa promotion (ANVT) a conclu ce vendredi à Lomé, un accord avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (Inseed). Ce partenariat a pour objectif de permettre à l'ANVT d'asseoir un bon dispositif de collecte des données des réalisations des volontaires et de disposer de l'information nécessaire pouvant permettre d'évaluer la contribution des volontaires nationaux au développement socio-économique du pays et partant de là, à l'atteinte des ODD à l'horizon 2030. Le volontariat national, initié en 2011 par le Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de



l'Emploi des Jeunes et géré par l'Agence Nationale du Volontariat au Togo, a pour mission de valoriser les ressources humaines, à travers le volontariat, et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations à la base, par la mise à disposition des compétences nationales. Depuis 2011, elle a mobilisé 39 700 volontaires nationaux, affectés dans des secteurs de développement. Dans son système de suivi évaluation, l'ANVT a mis en place en 2017, un dispositif de collecte de données de réalisations des volontaires, visant à évaluer la contribution du volontariat au déve-

loppement du pays. Malgré la reconnaissance du volontariat comme levier à la réalisation des objectifs de développement, les organisations de volontariat, les instituts nationaux de statistiques et les décideurs politiques, disposent peu de données pouvant rendre véritablement compte de l'impact socio-économique du volontariat. Ce partenariat tant souhaité par les deux parties permettra à l'ANVT, la reconnaissance du volontariat national et la promotion de ses valeurs auprès des jeunes, une visibilité accrue au plan national et international de l'ANVT et du volontariat national en particulier et enfin de permettre la capitalisation de la contribution du volontariat à l'atteinte des objectifs nationaux de développement à travers les différents travaux de recherche.

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

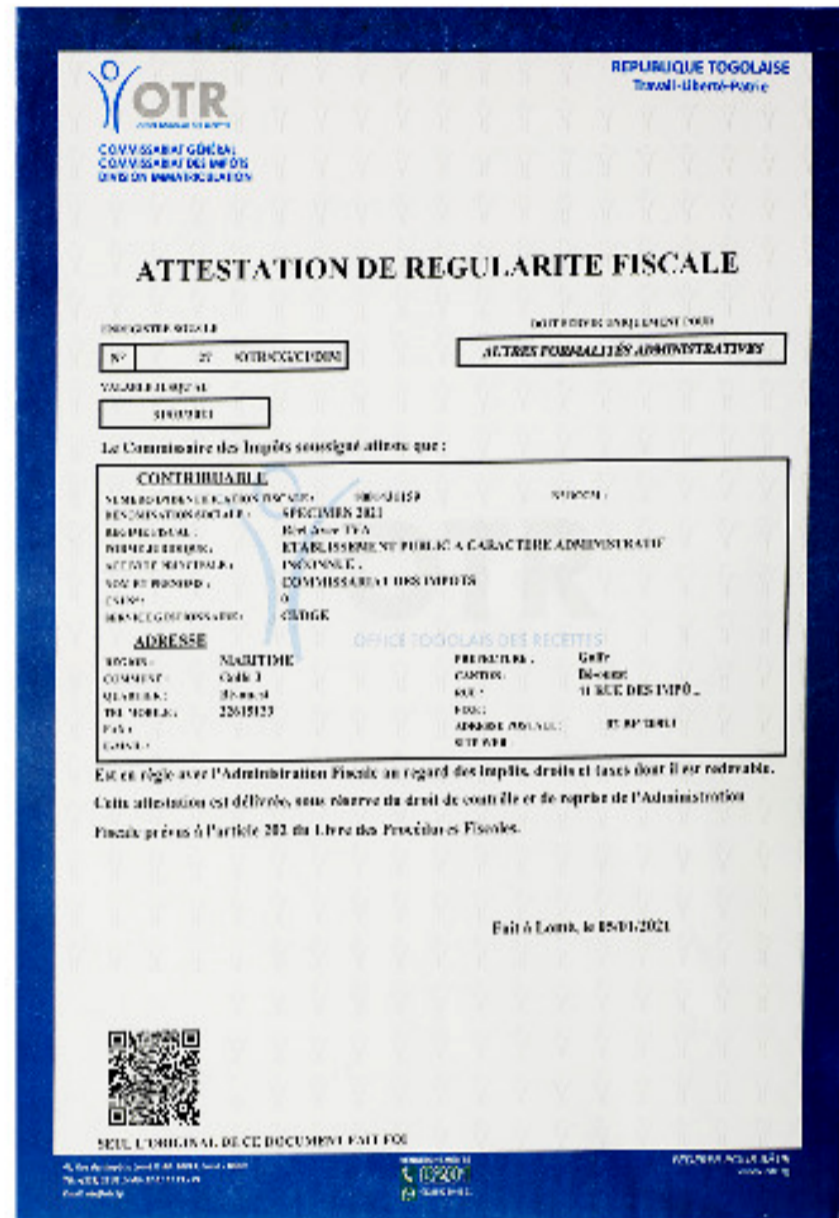
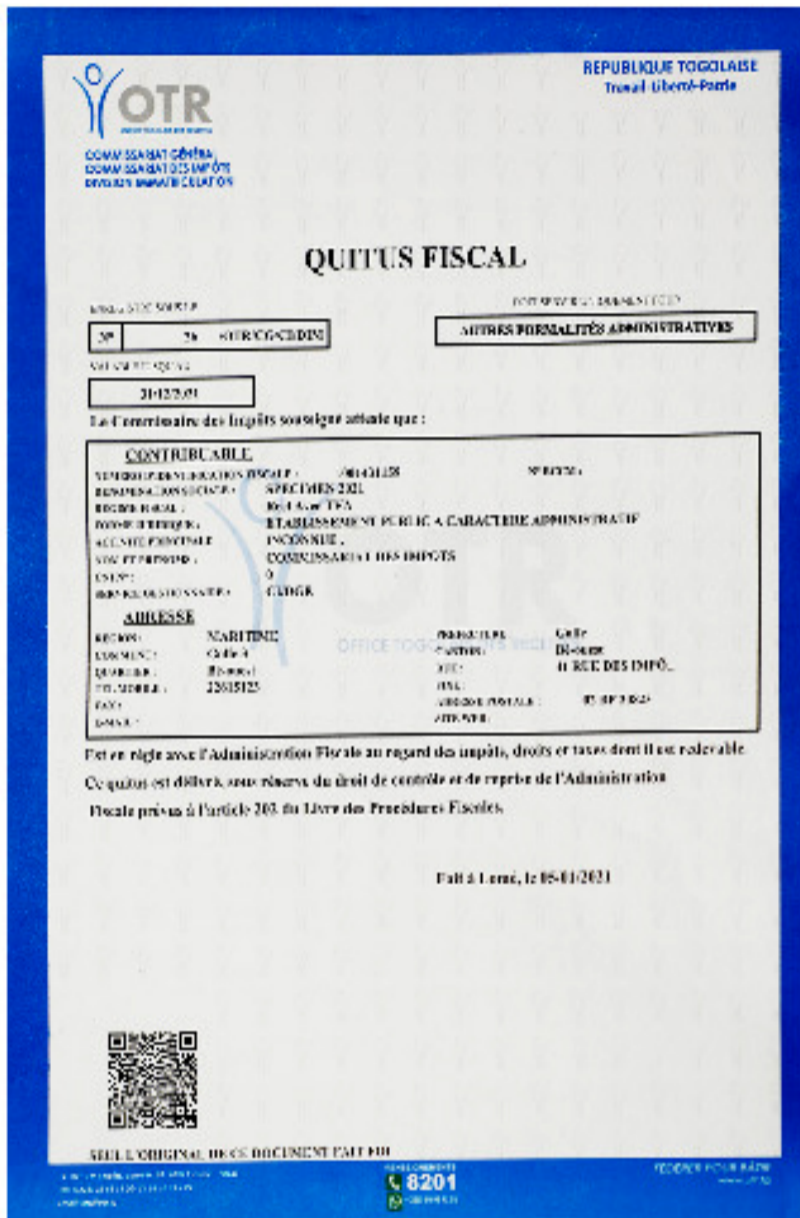
Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Chiffres clés		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata



Les nouveaux actes fiscaux

Validité d'un (01) an

Validité de trois (03) mois



Les conditions d'obtention des nouveaux actes fiscaux

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité.

QUITUS FISCAL

Sur la période d'au moins un an :

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité ;
- n'avoir jamais fait l'objet d'une mise en demeure ;
- n'avoir jamais subi la retenue spéciale BIC de 15% appliquée sur la valeur en douane

des marchandises importées par des contribuables inactifs ;

- n'avoir pas fait l'objet de rappels d'impôts supérieurs à 15% des impôts émis et/ou déclarés spontanément lors d'un contrôle fiscal ;
- n'avoir jamais posé un acte ou eu un agissement de nature à faire obstacle aux différentes procédures fiscales ;
- n'avoir pas subi une procédure de contentieux douanier concluante.

Stratégie genre 2021 2025

La BAD veut créer plus d'opportunités pour les femmes

Dans sa nouvelle stratégie du genre pour la période 2021-2025, publiée le 3 février 2021, la Banque africaine de développement dévoile sa vision en matière de genre pour les cinq prochaines années.



● Nicole ESSO

L'institution panafricaine de développement prévoit de « transformer les secteurs clés du continent en terrains d'opportunités accessibles, où les femmes, les filles, les hommes et les garçons, quelle que soit leur origine, bénéficient d'un accès et d'un contrôle égaux sur les ressources productives et bénéficient d'infrastructures et de services de soutien pour s'épanouir ». Le document de 60 pages souligne, notamment, que la Banque mettra en œuvre sa stratégie tout en respectant ses engagements politiques émanant du Fonds africain de développement (FAD)-15 et de l'augmentation générale du capital de la Banque (AGC, en anglais). La Banque entend dans sa stratégie renforcer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans ses cinq domaines prioritaires, les « High 5 ». Elle entend intégrer la dimension genre dans toutes les opérations nationales et régionales. Elle s'efforcera aussi de classer 100 % de ses opérations du secteur public en utilisant le GMS (sigle anglais Gender marker system). En outre, la Banque réalisera les investissements nécessaires au déploiement de spécialistes de l'égalité des sexes, à la création de pro-

duits de connaissances sur l'égalité des sexes et au renforcement des capacités de son personnel pour garantir que les femmes, les hommes, les garçons et les filles bénéficient de manière égale des opérations financées par la Banque. Une priorité sera aussi accordée aux interventions visant à renforcer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles en se concentrant de manière sélective sur les domaines dans lesquels la Banque peut démontrer un avantage comparatif concret et une valeur ajoutée. L'approche genre dans les pays membres sera renforcée et les interventions seront réalisées en tenant compte des contextes et des priorités de chaque pays. La Banque continuera, donc, à investir dans la production de données et de connaissances sur le genre spécifique aux pays afin d'améliorer sa compréhension des contraintes propres à chaque pays. Enfin, la Banque entend tirer parti de son pouvoir de mobilisation dans le processus de relèvement post-Covid-19 qui a affecté de manière disproportionnée les femmes, les filles et les jeunes. Ainsi, avec le soutien de partenaires clés tels que les institutions financières, les banques centrales, les organisations de la société civile (OSC), entre autres, elle aidera les pays

membres régionaux à mieux reconstruire, à surmonter les obstacles structurels. A cet effet, elle compte soutenir le financement des interventions à court et à long terme, sensibles au genre qui placent les femmes au centre de l'action en tant que moteurs essentiels de la reprise socio-économique.

Comblent le déficit d'accès au financement des femmes

La Banque a lancé, en mai 2016, l'initiative AFAWA (« Affirmative Finance Action for Women in Africa ») afin de combler le déficit d'accès au financement des femmes en Afrique évalué à 42 milliards de dollars américains. Au cours des prochaines années, l'institution prévoit de débloquer jusqu'à cinq milliards de dollars de financement dans le cadre de la mise en œuvre de cette initiative en faveur des femmes. La Banque africaine de développement s'est, en outre, engagée à renforcer les capacités des institutions financières opérant sur le continent pour les intéresser davantage à la niche des petites et moyennes entreprises détenues par les femmes. Elle compte aussi les aider à adapter leurs produits et services aux types d'entreprises que gèrent les femmes et les filles.

UEMOA

Baisse des taux d'intérêts débiteurs des banques en décembre

Les taux d'intérêt débiteurs appliqués par les banques de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) à leur clientèle ont enregistré une baisse de 0,2 point de pourcentage au terme du mois de décembre 2020 comparé au mois de novembre 2020, selon l'enquête sur les conditions de banque réalisée par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Selon les données issues de cette enquête, hors charges et taxes, le taux débiteur moyen calculé à l'échelle de l'UEMOA est ressorti à 6,3% contre 6,5% au mois de novembre 2020. En revanche, le taux de rémunération des dépôts de la clientèle s'est situé à 4,8% en décembre 2020, soit au même niveau que les réalisations du mois précédent. Sur le marché monétaire régional, la BCEAO signale que le montant moyen des soumissions sur le guichet hebdomadaire des adjudications s'est établi à 3.640,5 milliards de FCFA durant la période sous revue contre 3.524,7 milliards de FCFA en novembre 2020, soit une hausse de 3,3%. « Ces adjudications sont réalisées depuis le 27 mars 2020 à taux fixe, à savoir le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres,



qui a été ramené à 2,0% à compter du 24 juin 2020 », précise l'institut d'émission. Au niveau du marché interbancaire de l'UEMOA, le volume moyen hebdomadaire des opérations, toutes maturités confondues, a augmenté de 27,8% pour se situer à 363,2 milliards de FCFA en décembre 2020. Le taux moyen pondéré des dites opérations est ressorti à 2,61% contre 2,97% en

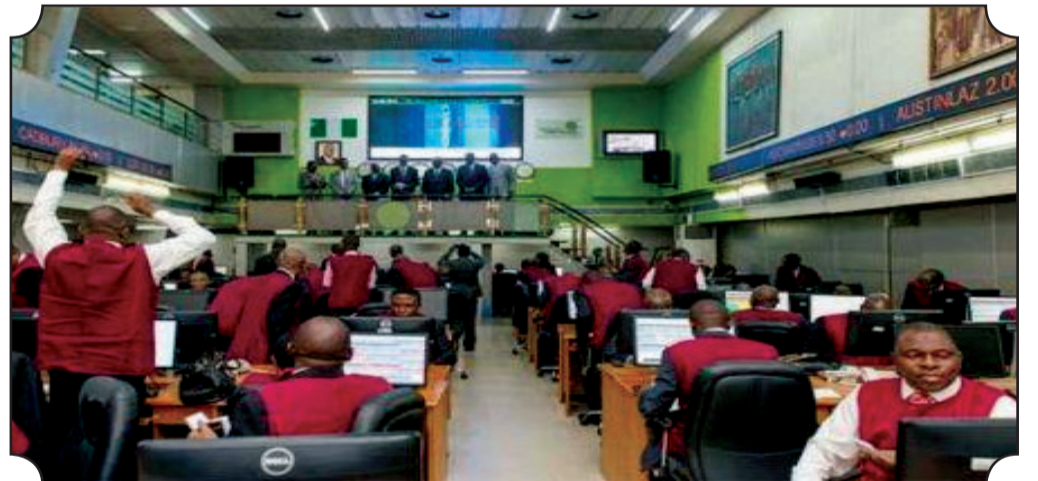
novembre 2020. Au titre du compartiment à une semaine, le volume moyen des opérations s'est établi à 279,2 milliards de FCFA en décembre 2020, après 187,4 milliards de FCFA un mois plus tôt. Le taux d'intérêt moyen sur ce guichet a baissé pour se fixer à 2,45% en décembre 2020 contre 2,76% le mois précédent.

Avec financialafrik.com

Finance

La Bourse de Lagos a battu tous ses records en 2020

La hausse de l'inflation au Nigeria a eu pour conséquence de rendre les bons et obligations du Trésor public moins attractifs pour les investisseurs. Les sociétés et fonds indiciels cotés sont devenus une alternative pour la Bourse de Lagos vers des niveaux records.



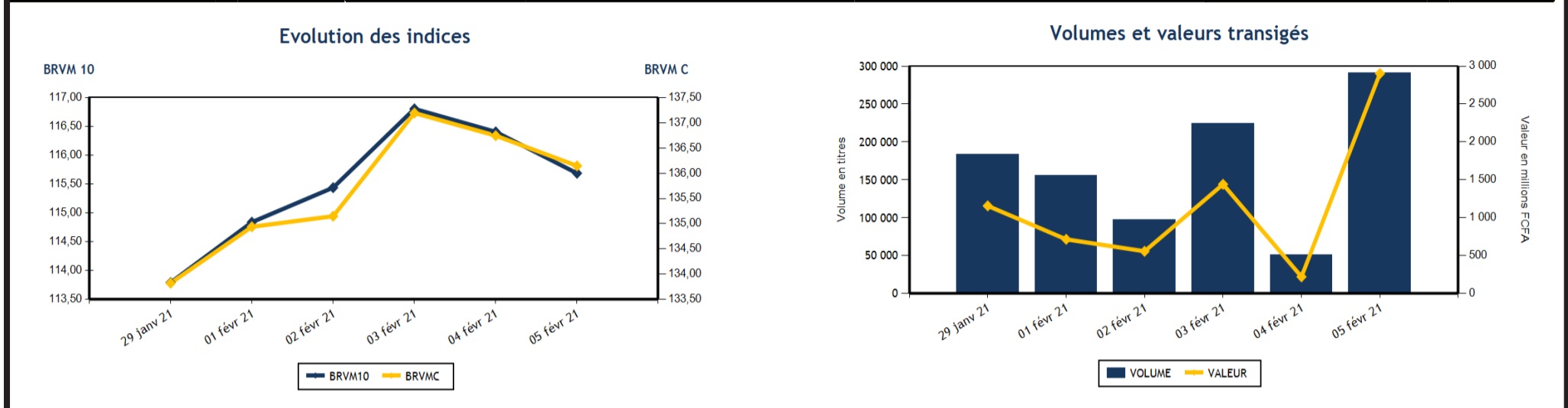
Le marché financier de Lagos (Nigerian Stock Exchange, NSE) fait partie de ceux qui ont défié la covid-19, avec des performances records. Tous les compartiments de cette place boursière ont connu une dynamique très positive. On sait déjà qu'elle a affiché la meilleure performance de toutes les bourses qui sont suivies par des investisseurs internationaux, avec un indice en hausse de 50%. « A la fin de l'année, la capitalisation boursière du NSE était en hausse de 62,42%, passant de 12 970 milliards de nairas en 2019 à 21 060 milliards de nairas en 2020. L'indice NSE industriel est devenu l'indice le plus performant de 2020 (avec des rendements de + 90,81%) suivi de l'indice NSE Pre-

mium (+ 64,01%) », peut-on lire dans une communication du NSE. Porté par les émissions obligataires du gouvernement fédéral, le segment des obligations a lui aussi connu une hausse de 35,7%, s'achevant sur une capitalisation de 17 500 milliards de nairas (46 milliards de dollars). Le segment le plus performant a été celui des fonds indiciels cotés. La capitalisation boursière y a augmenté de 272,30%, passant de 6,58 milliards de nairas en 2019 à 24,51 milliards de nairas en 2020, tandis que les volumes commerciaux ont augmenté de 218,23%, passant de 4,15 millions d'unités en 2019 à 13,20 millions d'unités en 2020. Les experts du marché financier nigérian attribuent cela à une hausse de la demande des investisseurs,

décus par les faibles rendements des bons du Trésor, et la volonté de passer à d'autres alternatives. Cette progression de performances sur la Bourse nigérienne peut trouver une justification. Pour la plupart, les entreprises y sont sous-évaluées par rapport à leurs potentiels. Jusque-là, les investisseurs nigériens ont choisi majoritairement la voie orthodoxe de la sécurité, effectuant le gros de leurs placements sur des bons et obligations de l'Etat ou des entreprises très sûres. Mais en 2020, non seulement elles rapportaient peu, mais encore les gains générés ont été effacés par une inflation qui a atteint les 18% à la fin du mois décembre, selon des analyses de la firme d'investissement local FSDH Capital.

Avec [Agence Ecofin](http://AgenceEcofin)

BRVM 10	115,69	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 25 vendredi 5 février 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	136,15
Variation Jour	↓ -0,62 %		Variation Jour	↓ -0,44 %
Variation annuelle	↓ -11,61 %		Variation annuelle	↓ -6,34 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 090 671 050 436	-0,44 %
Volume échangé (Actions & Droits)	190 917	275,53 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 897 125 560	766,71 %
Nombre de titres transigés	35	-10,26 %
Nombre de titres en hausse	7	-30,00 %
Nombre de titres en baisse	11	-35,29 %
Nombre de titres inchangés	17	41,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 485	7,22 %	32,00 %
SETAO CI (STAC)	320	6,67 %	14,29 %
TOTAL CI (TTLC)	1 290	3,20 %	-18,87 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 995	1,53 %	4,54 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 405	0,36 %	-12,73 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 128 982 611 269	0,01 %
Volume échangé	100 595	75 535,34 %
Valeur transigée (FCFA)	1 005 901 000	75 702,64 %
Nombre de titres transigés	2	-33,33 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-50,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	300	-6,25 %	7,14 %
SICABLE CI (CABC)	1 105	-3,49 %	9,41 %
TOTAL SN (TTLS)	1 270	-2,31 %	-29,44 %
SONATEL SN (SNTS)	11 290	-1,74 %	-16,37 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	7 700	-1,28 %	-4,94 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	40,21	-0,15 %	10,92 %	919	883 995	80,80
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	357,53	-1,18 %	-12,90 %	164 736	1 848 628 410	8,57
BRVM - FINANCES	15	57,39	-0,10 %	-4,33 %	17 001	38 054 010	6,43
BRVM - TRANSPORT	2	329,77	0,00 %	-12,92 %	962	1 298 200	5,80
BRVM - AGRICULTURE	5	103,71	0,00 %	19,84 %	739	1 732 195	8,34
BRVM - DISTRIBUTION	7	212,92	0,47 %	-5,97 %	6 525	6 517 550	12,87
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	394,84	6,67 %	14,28 %	35	11 200	4,97
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,61	
Taux de rendement moyen du marché	8,14	
Taux de rentabilité moyen du marché	12,71	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	84	
Volume moyen annuel par séance	169 267,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 050 573 475,72	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	4,81	
Ratio moyen de satisfaction	51,01	
Ratio moyen de tendance	1 059,72	
Ratio moyen de couverture	9,44	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	-1,83	
Nombre de SGI participantes	27	


Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)


Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat




BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
BP 2805 Cotonou
Tél : (229) 21 31 21 26
Fax : (229) 21 31 20 77




BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
du Burkina Faso
01 BP 820 Ouagadougou 01
Tél : (226) 26 30 87 73
Fax : (226) 26 30 87 19




CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA
01 BP 3822 Abidjan 01
Tél : (225) 20 31 56 90
Fax : (225) 20 32 47 77




GUINÉE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Côte de Bissau,
Avenue Pinau Nalua
CP 18 Bissau
Tél : (463) 326 16 52 Fax : (463) 326 16 02




MALI
Immeuble SONAVE, ACI 2000 Handakalya
B.P. E. 1360 - Bamako
Tél : (223) 44 98 18 10
Fax : (223) 44 98 18 11



NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
du Niger, Place de la constitution
BP 13 200 Niamey
Tél : (227) 20 73 66 92
Fax : (227) 20 73 66 47



SENEGAL
7, rue Jean Mérimée
BP 6006 Dakar - Plateau
Tél : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 06



TOGO
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma,
Immeuble 022 Togo
BP 3262 Lomé
Tél : (228) 22 81 23 16
Fax : (228) 22 26 21 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

OMC

La voie est libre pour Ngozi Okonjo-Iweala

La Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala devrait devenir la première femme africaine à diriger l'OMC, après le soutien de l'administration Biden.



L'administration Biden a levé vendredi le principal obstacle à la nomination de Ngozi Okonjo-Iweala à la tête de l'Organisation mondiale du commerce, en apportant «son soutien appuyé» à la candidature de la Nigériane qui deviendrait ainsi la première femme à diriger cette institution internationale basée à Genève. La seule autre candidate à ce poste qui restait encore en lice, la ministre sud-coréenne du Commerce Yoo Myung-hee, a officiellement renoncé vendredi. Pour l'heure, la Corée du Sud n'a pas encore fait savoir si elle soutiendrait Ngozi Okonjo-Iweala. Yoo Myung-hee a consulté les États-Unis, qui sous Donald Trump étaient son principal soutien, et d'autres capitales et «décidé de renoncer à sa candidature», avait indiqué le ministre sud-coréen du Commerce. Puis à Washington, les services du représentant américain au Commerce (USTR) ont dévoilé que l'administration Biden-Harris apportait «son soutien appuyé» à la candidature du Dr Ngozi Okonjo-Iweala au poste de prochain directeur général de l'OMC. «Le Dr Okonjo-Iweala apporte la richesse de ses connaissances en économie et en diplomatie internationale grâce à ses 25 ans à la Banque mondiale et grâce à deux mandats en tant que ministre nigériane des Finances», ont-ils estimé, ajoutant que les États-Unis étaient désormais prêts à s'engager dans la prochaine phase du processus de nomination «pour parvenir à une décision consensuelle». Ce détail est important puisque le choix du nouveau direc-

teur exige un consensus. Le processus de désignation d'un successeur au Brésilien Roberto Azevedo, parti un an avant la fin de son mandat pour raisons familiales, était dans l'impasse depuis l'automne. Le comité chargé de la succession avait annoncé le 28 octobre que la candidate la mieux placée pour faire l'objet d'un consensus était la Nigériane, qui se fait appeler Dr Ngozi.

L'ex-administration Trump avait bloqué le processus

En plus d'être la première femme à la tête de l'OMC, elle serait la première directrice générale originaire d'Afrique. Les États-Unis, sous la présidence de Donald Trump, lui avaient barré la route, lui préférant Yoo Myung-hee, première femme à avoir été ministre du Commerce dans son pays, estimant qu'elle avait plus d'expérience. La position de l'ex-administration Trump avait bloqué le processus. La docteure Ngozi Okonjo-Iweala est restée sur la réserve vendredi avant que les États-Unis ne dévoilent leur position, attendant la fin du processus de sélection, a indiqué sa porte-parole. Pour le Dr Ngozi, «l'OMC doit tourner son attention vers la pandémie de Covid-19 et la reprise économique mondiale». Un diplomate européen s'est réjoui de la nouvelle. «C'est une heureuse nouvelle pour le multilatéralisme. Plus rien ne s'oppose à ce que les membres désignent très rapidement la candidate nigériane, la docteure Ngozi Okonjo-Iweala qui a remporté le processus de sélection», a-t-il indiqué à l'AFP. «Avec l'impulsion de sa nouvelle

directrice générale, l'OMC pourra envisager ses négociations sur les subventions à la pêche et préparer sa 12^e conférence ministérielle en 2021», a-t-il souligné.

Blocages multiples

Les dossiers ne manquent pas pour tirer l'OMC de sa crise quasi existentielle. Le prochain chef de l'institution devra non seulement affronter la crise économique mais encore la crise de confiance dans le multilatéralisme et dans le bien-fondé de la libéralisation du commerce mondial, le tout sur fond de guerre commerciale entre les deux premières puissances économiques mondiales, la Chine et les États-Unis. À la mi-octobre, Ngozi Okonjo-Iweala avait indiqué vouloir se donner deux priorités pour montrer que l'OMC est indispensable. Elle souhaite pouvoir présenter à la prochaine Conférence ministérielle de l'organisation un accord sur les subventions à la pêche -qui est pour l'heure au point mort- pour démontrer que l'OMC peut encore produire des avancées multilatérales. L'autre priorité sera de rebâtir l'organe de règlement des différends - le tribunal de l'OMC - qui a été torpillé par l'administration Trump et est en état de mort cérébrale. «Je suis la candidate de la réforme», avait-elle alors affirmé.

Réunion le 1er et 2 mars

Sur ce point, l'administration Biden a d'ores et déjà souligné vendredi qu'elle avait «hâte de travailler avec» la nouvelle directrice «pour réaliser la nécessaire réforme de fond de l'OMC». Les démocrates rejoignent sur ce point leurs prédécesseurs qui avaient, eux, aussi appelé à réformer cette organisation. Le porte-parole de l'OMC, Keith Rockwell, a dit pour sa part que «la Corée du Sud n'a pas encore indiqué ce qu'elle allait faire en termes de soutien à Ngozi Okonjo-Iweala». L'OMC a une réunion prévue les 1er et 2 mars de son Conseil général, mais le porte-parole a souligné que ce calendrier pouvait être accéléré si besoin.

(AFP)

Europe

Les ventes de voitures électriques ont doublé

Les véhicules propres ont connu un boom historique sur notre continent l'an dernier.



Les ventes de véhicules électriques ont doublé en Europe en 2020 et celles d'hybrides rechargeables triplé, dépassant au total le million de véhicules vendus, selon les chiffres publiés jeudi par l'Association des constructeurs européens (ACEA). Quelque 538'772 voitures électriques ont été vendues l'an passé et 507'059 hybrides rechargeables, avec une nette accélération au quatrième trimestre. Alors que le marché européen dans son ensemble était amputé d'un quart de ses ventes par la crise sanitaire, les ventes de véhicules hybrides (y compris non rechargeables) et électriques ont même dépassé pour la première fois les ventes de diesel en Europe au quatrième trimestre, avec plus de 900'000 véhicules vendus. L'Allemagne, l'Italie et la France ont notamment vu leurs ventes d'électriques exploser. Les voitures électriques ont aussi grignoté la part de marché de l'essence: au quatrième trimestre, les ventes de véhicules à essence ont baissé de 33,7% à 1,2 million d'exemplaires (40,6% de parts de marché) et celles des diesel de 23% à 731'000 unités (24,5%). Dans le même temps, les voitures électriques ont progressé de 217%, à 248'000 exemplaires, les hybrides rechargeables de 331% à 227'000 exemplaires, et les hybrides non rechargeables de 105% à 435'000 exemplaires.

Primes et nouveautés

Dans toute l'Europe, les ventes ont décollé grâce à des efforts sur l'offre comme sur la demande. Les gouvernements ont saupoudré des milliards d'euros de subventions pour l'achat de véhicules plus propres, allant jusqu'à 9.000 euros en Allemagne et 12.000 euros en France. De nombreux automobilistes ont aussi changé de véhicule pour continuer à entrer dans les métropoles qui à l'image de Copenhague, Bruxelles, Rome ou Paris ont interdit leurs centres aux véhicules les plus polluants, ou prévoient de le faire. Les constructeurs ont multiplié les lancements de nouveaux véhicules hybrides et électriques, surtout pour rester dans les coudes des normes européennes: sous peine de fortes amendes, il leur fallait passer sous la barre des 95 grammes de CO₂/km. Volkswagen a déjà annoncé que le compte n'y était pas. Le constructeur allemand devrait pourtant être un des gagnants de ce marché électrique survolté. L'ID3, lancée en septembre pour porter ses ambitions dans l'électrique, est devenue dès décembre la deuxième voiture la plus vendue d'Europe, toutes motorisations confondues selon le cabinet Jato Dynamics. Elle devrait dépasser en 2021 la Renault Zoé et la Tesla Model 3, qui ont dominé le marché européen de l'électrique en 2020.

Prix en baisse

«Le Covid a accéléré les choses», a analysé pour l'AFP Eric Esperance, du cabinet Roland Berger. «Renault, PSA et Volkswagen avaient déjà prévu de faire la bascule sur leurs chaînes de montage. Une fois que les chaînes sont passées à l'électrique, vous avez intérêt à vendre le plus de véhicules possible.» L'hybride devrait rester «une solution transitoire» jusqu'en 2030, selon l'expert, surtout pour les automobilistes ayant besoin de faire des kilomètres. D'ici là, pour convaincre plus largement encore, les électriques doivent baisser leurs prix. Davantage de bornes de recharge au bord des routes doivent aussi rassurer les automobilistes sur leur autonomie. «Il y a un effet de masse et les prix décroissent», souligne Eric Esperance. «À partir de 2023, on va s'aligner sur le prix d'usage des modèles essence et il n'y aura plus besoin de primes.» Plusieurs marques prévoient de développer des modèles moins chers, sous la barre des 25'000 euros. Les constructeurs haut de gamme développent également leur offre 100% électrique, à l'image d'Audi avec sa gamme e-Tron ou de BMW avec son SUV sportif iX. Avec les progrès des composants électroniques et la multiplication des bornes, «la question de leur autonomie devrait également être réglée», souligne l'expert. «Ce n'est qu'un début», affirme le cabinet Xerfi dans un communiqué. En France, les ventes d'électriques et d'hybrides rechargeables devraient bondir de 30% par an en moyenne pour représenter un quart du marché total en 2025, contre environ 10% aujourd'hui. «Aux côtés du Royaume-Uni et de l'Allemagne, la France pourra alors se targuer d'être l'un des grands pays les plus avancés en matière d'électromobilité», souligne Xerfi.

(AFPE)

États-Unis

L'administration Biden s'attaque à l'affaire GameStop

La saga GameStop migre sur le terrain politique à Washington où, au milieu d'appels à mieux encadrer les pratiques boursières, la secrétaire au Trésor Janet Yellen s'est entretenue jeudi avec les gendarmes des marchés.

Aucune mesure n'a été annoncée à la suite de cette réunion virtuelle, mais «des régulateurs estiment que l'infrastructure a été résiliente malgré une forte volatilité et un volume de transactions élevé, et conviennent de l'importance pour la SEC (ndlr: le gendarme boursier américain) de publier une

étude circonstanciée des événements», a déclaré le Trésor dans un communiqué transmis jeudi en fin de journée. «En outre, la SEC et la CFTC (ndlr: régulateur des matières premières et agricoles) examineront si les pratiques de trading sont compatibles avec la protection des investisseurs et des marchés équitables et efficaces», précise encore le

communiqué. Cette réunion virtuelle a regroupé autour de la secrétaire au Trésor les responsables des régulateurs boursier et des matières premières et agricoles, ainsi que la Banque centrale américaine (Fed) et son antenne de New York, qui suit de près tout ce qui se passe à Wall Street.

(AFP)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-sub-items/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackonference2020.com infowtc2020@gmail.com
Conférence sur les développements de l'éducation en économie	1er au 3 septembre 2021	Royaume Uni	https://www.economicsnetwork.ac.uk/dee2021/submit

HOROSCOPE finance

Bélier Aucune planète n'aura d'impact direct sur votre équilibre financier. Vous n'aurez donc aucun problème particulier à craindre, mais il vous faudra toutefois comprendre que la chance due récemment à Jupiter commencera à diminuer. Si vous faites partie des natifs qui se sont montrés plus dépensiers qu'à l'accoutumée, restreignez les dépenses sans utilité réelle. Cela ne devrait pas vous être trop difficile !

Taureau Vous aurez de nombreuses occasions d'améliorer votre situation matérielle. Vous pourrez effectuer des transactions fructueuses, et vous serez également en mesure d'obtenir une substantielle prime quelconque.

Gémeaux Evitez les opérations financières trop risquées. Vous manquerez d'objectivité et vous aurez tendance à vouloir brûler les étapes. Autant d'éléments jouant en votre défaveur et qui pourraient vous valoir de sérieux déboires.

Cancer La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Lion D'importants problèmes matériels se résoudreont enfin au cours de cette journée. Cependant, veillez à ne pas vous laisser influencer par votre entourage. Faites-vous confiance et agissez comme vous l'entendez.

Vierge Vous pourrez avoir quelques petits problèmes côté finances. Il est possible que votre équilibre financier soit perturbé. Vos revenus ne vont probablement pas baisser, mais ils ne vont certainement pas non plus augmenter. C'est pourquoi le moindre accroissement de vos dépenses pourra déstabiliser votre budget. A vous de contrôler sérieusement vos achats pour vous en sortir correctement. Si vous faites partie des natifs plus aisés qui ont placé leurs économies, une chute boursière pourra faire légèrement diminuer votre capital.

Balance Uranus en bel aspect sera aujourd'hui le gage de la réussite par le travail personnel, non par la chance, et vous comptera parmi ses heureux élus. Dans la foulée, vous pourrez élaborer des projets ambitieux pour l'avenir, mais ne voyez pas trop grand tout de même. Malgré votre succès, limitez vos dépenses au strict nécessaire, ne faites pas le gros achat que vous envisagiez depuis quelque temps et, bien entendu, évitez les jeux de hasard.

Scorpion Tâchez de mettre vos finances à jour avant la fin de la journée, autrement les astres vous infligeront une surprise très désagréable. Réglez vos comptes à la maison et au bureau, et n'oubliez pas que "qui paie ses dettes s'enrichit" (proverbe français).

Sagittaire Vous qui tenez à préserver l'équilibre de vos comptes, pourrez vous sentir pleinement rassuré sur le plan pécuniaire. Aucune planète ne viendra en effet menacer les secteurs de votre thème liés aux finances. A l'inverse, il ne faut pas non plus vous attendre à des rentrées mirobolantes. Vous aurez envie de faire plaisir à votre entourage, vous pourriez même craquer pour un achat coûteux ; mais vous ne risquez pas de confondre générosité et gaspillage.

Capricorne Pas question de vous serrer la ceinture, tout spécialement si vous êtes en vacances ! Vous prendrez le maximum de bon temps et dépenserez sans réfléchir, ce qui risque de vous poser des problèmes ardues en fin de mois.

Verseau AL'influence de plusieurs astres bienveillants vous sera acquise. Pensez alors, cette fois, à faire des placements. Faites-vous conseiller. Vous pourriez trouver une nouvelle source de revenus. Cela est même susceptible de bouleverser radicalement mais heureusement votre situation matérielle présente.

Poissons Qui va lentement va sûrement. Voilà la devise que vous devriez avoir en tête cette fois. En effet, même si, actuellement, aucune planète n'influence les zones financières de votre thème et que votre situation pécuniaire ne semble donc pas s'améliorer, le temps va commencer à jouer pour vous. Tout cela grâce à l'arrivée de Jupiter dans votre Ciel. Jupiter est l'un des astres les plus favorables sur le plan financier. Vous pourrez lui faire entièrement confiance.

L'économiste

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
+228 96 26 05 15

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANGLLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



Société d'Etudes Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée, puis se laver les mains

SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli de
coudes en cas de toux ou déternement



LIMITER

les contacts proches, Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
ils toussent, éternuent ou ont de
la fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIEVRES, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTES A RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège: Agoé route de la Cour d'appel (derrière IPP institut)

Tel 00(226) 22 40 40 46 / 92 06 85 06 E-mail sentogo@mail.com Lomé

Planning familial au Togo

Don de l'USAID d'une valeur de 44.500 dollars

Début février 2021 à Lomé. L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) offre des équipements médicaux d'un montant total de 44.500 dollars au ministère de la Santé, de l'Hygiène et de l'Accès universel aux soins de santé pour un planning familial de qualité.



● L'USAID offre des équipements médicaux à 30 centres de santé publics.

Cette action de l'USAID au profit d'une trentaine de centres de santé publics des districts sanitaires du Golfe et d'Agoè-Nyivé dans la région du Grand Lomé et d'Avé dans la région maritime rentre dans le cadre du projet régional de planning familial (AmplifyPF), incarné par Pathfinder International. En dehors de ces matériels médicaux, l'Agence des Etats-Unis pour le développement international promet de décaisser 2 millions de dollars supplémentaires à AmplifyPF pour étendre l'accès et l'utilisation des services de planning familial dans le pays, c'est-à-dire, augmenter sa couverture de 12% de la population totale à plus de 30% pour finalement atteindre plus

de 2,5 millions de citoyens avec les activités AmplifyPF de l'USAID. « La coopération avec nos partenaires pour améliorer l'accès à la santé pour tous et les infrastructures de santé est une priorité pour les États-Unis. C'est pourquoi l'un des premiers actes du président Biden, le 20 janvier, a été de réitérer la participation des États-Unis en tant que membre de l'Organisation mondiale de la santé. Les États-Unis continueront à s'engager avec leurs partenaires sur les priorités en matière de santé », a déclaré Eric William Stromayer, l'ambassadeur des Etats-Unis au Togo lors de la cérémonie de remise des matériels. Et d'enchaîner : « C'est pour cette raison que nous sommes ici aujourd'hui, pour reconnaître ce don du Peuple Amé-

ricain au Peuple Togolais à travers le Projet AmplifyPF mis en œuvre par Pathfinder International qui fait suite à une analyse de la situation de base conduite par AmplifyPF en Mars 2020. L'analyse a relevé les différents gaps en termes de matériel et équipement nécessaire pour assurer des services de planification familiale de qualité dans l'ensemble des formations sanitaires des districts appuyés ». Le diplomate a ajouté que son pays appuie le Togo « pour un accompagnement stratégique qui inclut d'autres aspects sécuritaires et de développement », estimant que « L'accès volontaire aux services planification familiale de qualité est un gage pour une utilisation continue des services ».

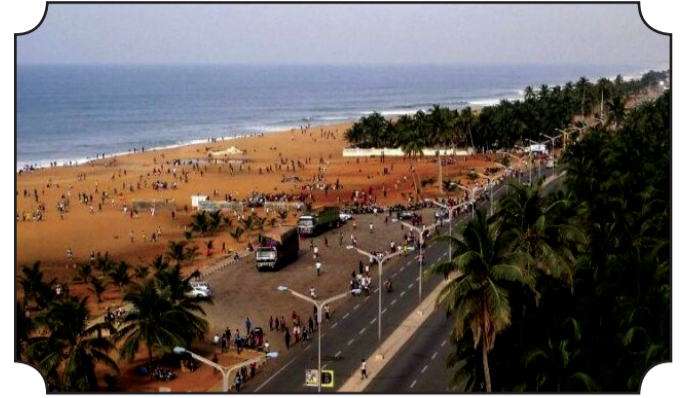
Avec icilome.com

Littoral togolais

Encore un mois pour les occupants illégaux

Les Autorités publiques togolaises reviennent à la charge, après leur première annonce d'Août dernier, pour rappeler que le délai imparti pour libérer le domaine public maritime, arrive à échéance le mois prochain, le 03 mars 2021.

Ce sont notamment les ministres chargés de l'administration territoriale, de la sécurité, de l'économie maritime et de l'urbanisme, qui montent au créneau, dans un récent communiqué conjoint. En effet, les acteurs ayant illégalement aménagé des installations sur le littoral, avaient été sommés de libérer les espaces occupés, dans un délai de 06 mois, au risque de s'exposer à la rigueur de la Loi. Ainsi, à partir du 03 mars prochain, « les dispositions législatives et réglementaires sanctionnant ces infractions seront appliquées dans toute leur rigueur », précisent les ministres. Rappelons qu'au Togo, le domaine public maritime, comprenant la mer, les lagunes, les étangs salés, les fleuves, les rivières navigables, est in-



aliénable, et aucun individu ne pourrait se prémunir ou se prévaloir d'un titre foncier ou d'un droit de propriété. Dans le cas d'espèce, ces espaces devraient notamment être libérés, pour faciliter l'implémentation de certains projets, dont le programme de lutte contre l'érosion côtière et la pollution marine. Notons, à cet égard, que des requêtes et tractations ont été

engagées vis-à-vis des Autorités publiques, par certains acteurs, notamment des organisations de chauffeurs de taxi (sur le tronçon Lomé-Aného), qui exploitent un pan du littoral comme "gare routière" de fait, en bord de côte. Un site qui devrait être déguerpé, suivant la mesure publique.

Avec Togo First

Tottenham

Le calvaire se poursuit pour Gareth Bale

Très peu utilisé à Tottenham, Gareth Bale n'a pas réussi à se faire une place dans le club où il s'était révélé au grand public.

Lorsque Gareth Bale quittait Madrid pour revenir à Tottenham pendant l'intersaison, certains avaient l'espoir de le voir renaître de ses cendres. Entre prestations insipides et pépins physiques, le Gallois vivait un calvaire à Madrid, où son importance dans l'équipe de Zinedine Zidane était anecdotique. De retour en terres conquises, chez les Spurs, Bale pouvait espérer se relancer... Mais très vite, la réalité du terrain a repris le dessus. C'est simple, le joueur n'entre pas dans les plans de José Mourinho. Le Special One « en a marre de Bale », résume le quotidien madrilène AS, toujours très attentif aux prestations de celui qui a été le joueur le mieux payé de l'effectif madrilène. Lors du derby face à Chelsea jeudi dernier, il n'est même pas entré en jeu, et le



tacticien lusitanien a préféré ne pas utiliser tous les changements disponibles plutôt que de faire entrer le joueur prêté par les Merengues, qui était pourtant le seul joueur offensif sur le banc en fin de match.

Le Real Madrid ne va pas pouvoir s'en débarrasser

Si les dirigeants madrilènes espéraient que ce prêt permette à leur numéro 11 de reprendre de la valeur afin de s'en débarrasser définitivement, une chose semble très

claire : Tottenham ne tentera pas de le conserver, et la valeur du joueur ne fait que de baisser. Titularisé à deux reprises en championnat seulement (6 apparitions au total), le joueur qui appartient au champion d'Espagne se fait même reprendre de volée dans les médias. Oliver Holt, éditorialiste pour le Daily Mail, qualifie le Gallois « d'échec coûteux et humiliant », dans des propos dont se régale AS. Florentino Pérez et compagnie sont prévenus : Gareth Bale risque d'être de retour dès cet été, avec toutes les problématiques que cela implique. Avec un contrat qui court jusqu'en 2022, les dirigeants madrilènes vont devoir trouver une solution, d'autant plus que le salaire du joueur va continuer à peser très lourd dans un contexte financier peu évident.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel	Sources
Valeur	
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Sources
Valeur	
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata



Optique à Dieu la Gloire

vous offre un Spécial

Valentine's Day
avec un

Massage en Couple

du 1er au 11 Février 2021

Achetez des lunettes et GAGNEZ
des lots de cadeaux et un bon de **Massage**
à l' **Hotel 2Fevrier**

228 93 28 08 93 | 22 20 71 83

Mieux Voir, c'est Mieux Vivre!

www.odg.tg

